

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Georges pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire *Reini Poulin*

Date

29 avril 2026

1.1

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	34
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	36
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	37
Situation financière par organismes	38
Charges par objets	39
Excédent (déficit) accumulé	40
Avantages sociaux futurs	44

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	51
Analyse des charges consolidées	63

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Saint-Georges,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Saint-Georges** (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Ville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) consolidée, des gains et pertes de réévaluation consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Trois-Rivières, Canada, le XX avril 2026
CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A128346

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	49 736 599	50 771 851	50 994 773
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 323 520	3 287 200	2 928 742
Quotes-parts	3	(9 610)	(1 149)	56 792
Transferts	4	12 117 875	12 941 275	18 032 458
Services rendus	5	3 566 009	3 473 584	2 534 158
Imposition de droits	6	2 033 000	4 988 900	2 025 152
Amendes et pénalités	7	767 200	912 001	609 404
Revenus de placements de portefeuille	8		94 312	50 748
Autres revenus d'intérêts	9	1 585 562	981 334	1 629 312
Autres revenus	10	10 970 228	6 566 209	6 360 937
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	84 090 383	84 015 517	85 222 476
Charges				
Administration générale	14	9 779 367	8 806 370	8 443 773
Sécurité publique	15	9 922 232	9 153 802	7 912 374
Transport	16	14 264 802	13 870 094	13 438 864
Hygiène du milieu	17	19 102 464	20 224 167	18 553 561
Santé et bien-être	18	120 000	113 298	91 603
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 067 999	2 435 909	2 457 297
Loisirs et culture	20	17 319 428	15 622 369	12 758 898
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 332 436	3 080 617	2 746 304
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	75 908 728	73 306 626	66 402 674
Excédent (déficit) lié aux activités	25	8 181 655	10 708 891	18 819 802
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		269 262 443	250 442 641
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		269 262 443	250 442 641
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		279 971 334	269 262 443

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	25 937 907	17 981 769
Débiteurs (note 5)	2	45 056 516	46 982 431
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 393 724	2 048 292
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	73 388 147	67 012 492
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	10 184 924	11 997 792
Revenus reportés (note 11)	12	2 929 843	4 460 728
Dette à long terme (note 12)	13	86 389 181	82 402 012
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	686 100	594 300
Autres passifs (note 14)	15	4 807 323	3 679 382
	16	104 997 371	103 134 214
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(31 609 224)	(36 121 722)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	303 057 090	296 708 615
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	6 787 611	7 172 370
Stocks de fournitures	20	1 468 331	1 425 831
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	601 553	261 672
	23	311 914 585	305 568 488
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	280 305 361	269 446 766
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	279 971 334	269 262 443
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	334 027	184 323
	27	280 305 361	269 446 766
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	8 181 655	10 708 891	18 819 802
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	32 010 016)(	20 752 155)(	36 847 023)
Produit de cession	3		30 654	66 074
Amortissement	4	12 657 909	14 403 680	13 645 758
(Gain) perte sur cession	5		(30 654)	(66 074)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(19 352 107)	(6 348 475)	(23 201 265)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		384 759	595 051
Variation des stocks de fournitures	10		(42 500)	(7 749)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(339 881)	126 989
	13		2 378	714 291
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		149 704	184 323
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(11 170 452)	4 512 498	(3 482 849)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(36 121 722)	(32 638 873)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(36 121 722)	(32 638 873)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(31 609 224)	(36 121 722)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	184 323	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	182 428	184 323
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪ Gain réalisé sur placements de portefeuille	5.1	(32 724)	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	149 704	184 323
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	334 027	184 323

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 708 891	18 819 802
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	14 403 680	13 645 758
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Perte (Gain) sur cession d'immobilisations corporelles	4.1	(30 654)	(66 074)
▪ Perte (Gain) sur cession de placements de portefeuille	4.2	(32 724)	
▪ Charge de désactualisation	4.3	173 880	138 090
▪ Révision d'estimations OMHS	4.4	86 156	
▪ Ajustement du taux de participation sur le gain de réévaluation	4.5	(548)	
	5	25 308 681	32 537 576
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 827 848	(12 382 692)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(357 469)	746 898
Revenus reportés	9	(1 530 885)	999 132
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	91 800	(111 500)
Propriétés destinées à la revente	11	384 759	595 051
Stocks de fournitures	12	(42 500)	(7 749)
Autres actifs non financiers	13	(339 881)	126 989
	14	25 342 353	22 503 705
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(21 241 582)	(36 426 262)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	30 654	66 074
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(21 210 928)	(36 360 188)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(254 892)	(346 895)
Cession	23	92 436	
	24	(162 456)	(346 895)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	18 614 752	14 710 147
Remboursement de la dette à long terme	26	(14 567 897)	(12 166 496)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(59 686)	(99 658)
Autres			
▪	29.1		
	30	3 987 169	2 443 993
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	7 956 138	(11 759 385)
Solde déjà établi	32	17 981 769	29 741 154
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	17 981 769	29 741 154

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	25 937 907	17 981 769

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Georges est un organisme municipal constitué et régi en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables**Base de présentation des états financiers consolidés**

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville, excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement, ligne par ligne, du partenariat auquel elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges du partenariat avec la Régie intermunicipale du Comté de Beauce-Sud (Régie) auquel elle participe dans une proportion de 59,09 % (2024 - 59,27 %). Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation de transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Estimations comptables

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts correspondants.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds des parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur, ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la formule de l'épuisement successif.

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures (a)	5 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Autres	5 ans

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans la catégorie des infrastructures sont amortis sur une période de 2 à 87 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût distinct. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers consolidés.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers consolidés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités sont constatées au moment où l'assigné plaide coupable, au moment où le délai pour contester l'assignation expire ou au moment où un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs
Autres régimes (REER et autres)

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées de l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- Les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q. 2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (Loi). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante :

- Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

Mesures d'allègement fiscal transitoires :

- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (OMHS) :
 - > amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'OMHS.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 :
 - > dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la DMERCA des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées :
 - > sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées :
 - > sur la DMERCA des salariés participants;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés :
 - > sur la DMERCA des salariés participants.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des actifs et des passifs financiers classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût après amortissement. Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés aux résultats au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception des placements de portefeuille en fonds communs de placement qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des placements de portefeuille en fonds communs de placement sont comptabilisées à l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que l'instrument financier soit décomptabilisé.

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers, et ce, tant pour les actifs financiers qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement que pour ceux qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats et, dans le cas d'un actif financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, l'annulation de toute réévaluation nette est présentée dans l'état des gains et pertes de réévaluation lorsqu'une dépréciation est comptabilisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

Frais payés d'avance

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	25 937 907	17 981 769
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	25 937 907	17 981 769
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	25 937 907	17 981 769
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	255 322	938 221
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	7 794 189	1 596 734

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux excédents de fonctionnement affectés et aux placements temporaires.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 2 858 378 \$ (2024 - 2 449 103 \$).

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 927 197 \$ (2024 - 1 771 415 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	2 086 999	2 200 427
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	33 566 323	31 423 540
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	3 070 988	10 181 919
Organismes municipaux	13	1 966 185	1 430 018
Autres			
▪ Cour municipale	14.1	229 224	175 921
▪ Intérêts et autres	14.2	4 136 797	1 570 606
	15	45 056 516	46 982 431
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	24 063 057	20 730 656
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	24 063 057	20 730 656
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	507 566	500 463
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	10 384 331	8 781 565
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	19 386 775	20 067 056
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	1 057 894	1 171 530
Ministère de la Culture et des Communications	26	231 464	395 894
Autres ministères/organismes	27	2 505 859	1 007 495
	28	33 566 323	31 423 540

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,34 % à 4,11 % (31 décembre 2024 - 1,34 % à 4,11 %) et viennent à échéance au plus tard en 2045.

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34	118	120
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37	2 393 606	2 048 172
	38	2 393 724	2 048 292
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	2 393 606	2 048 173
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

Les placements de portefeuille à titre d'investissement sont composés de participations dans une coopérative.

Les autres placements de portefeuille affectés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement sont composés de fonds communs de placement en actions pour 754 493 \$ et de fonds communs de placement d'obligations pour 1 639 113 \$.

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Régie bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire, d'un montant total de 1 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel (soit 4,45 %; 31 décembre 2024 - 5,45 %) et renouvelables annuellement. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations courantes de la Régie. La Ville doit assumer une partie de ce montant en fonction du pourcentage de participation dans la Régie.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	3 654 901	5 200 658
Salaires et avantages sociaux	45	3 203 065	2 852 350
Dépôts et retenues de garantie	46	2 961 845	3 577 433
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Intérêts courus	48.1	365 113	367 351
	49	10 184 924	11 997 792

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	54 868	7 221
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Autres	55.1	376 758	1 291 459
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	2 156 122	2 804 446
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	305 420	313 905
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Loisirs	62.1	28 545	43 697
▪ Quotes-parts	62.2	8 130	
▪ Autres	62.3		
	63	2 929 843	4 460 728

Note**12. Dette à long terme**

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,37	5,41	2027	2045	64	87 132 772	83 085 917
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	87 132 772	83 085 917
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(743 591)	(683 905)
					72	86 389 181	82 402 012

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2026	73		12 903 166			12 903 166
2027	74		12 637 239			12 637 239
2028	75		17 618 049			17 618 049
2029	76		21 218 683			21 218 683
2030	77		10 654 636			10 654 636
2031 et plus	78		12 100 999			12 100 999
	79		87 132 772			87 132 772
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		87 132 772			87 132 772

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(686 100)	(594 300)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	(686 100)	(594 300)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	937 300	676 100
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	12 105	11 638
Régimes de retraite des élus municipaux	89	34 118	34 320
	90	983 523	722 058

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	4 807 323	3 679 382
Autres			
▪	93.1		
	94	4 807 323	3 679 382
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	3 679 382	3 556 826
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	173 880	122 556
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	954 061	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	4 807 323	3 679 382

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Régie concernent principalement les activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

Principales hypothèses utilisées :

- Sites d'enfouissement :

Les activités d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4 %
Période d'actualisation	De 1 à 87 ans
Taux d'inflation	2,5 %
Durée de vie restante estimative de l'exploitation	87 ans
Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture	30 ans

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement totalisent 240 195 195 \$ (31 décembre 2024 - 145 716 741 \$). La Ville doit assumer une partie de ces montants en fonction du pourcentage de participation dans la Régie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	81 270 620	4 917 877		86 188 497
Eaux usées	102				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	292 715 102	5 040 438		297 755 540
Autres					
▪ Autres	104.1	28 835 992	1 760 790		30 596 782
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	49 384 407	183 093		49 567 500
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	10 466 632	1 575 489	196 771	11 845 350
Ameublement et équipement de bureau	109	9 061 018	269 975		9 330 993
Machinerie, outillage et équipement divers	110	21 295 386	1 962 420	2 755	23 255 051
Terrains	111	16 138 790			16 138 790
Autres	112	136 329	(7)		136 322
	113	509 304 276	15 710 075	199 526	524 814 825
Immobilisations en cours	114	36 504 319	5 042 080		41 546 399
	115	545 808 595	20 752 155	199 526	566 361 224
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	29 744 026	4 435 035		34 179 061
Eaux usées	117				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	142 686 661	4 036 525		146 723 186
Autres					
▪ Autres	119.1	12 797 560	1 613 680		14 411 240
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	27 563 089	1 994 157		29 557 246
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	8 729 053	864 321	196 771	9 396 603
Ameublement et équipement de bureau	124	7 632 534	416 750		8 049 284
Machinerie, outillage et équipement divers	125	19 819 429	1 043 219	2 755	20 859 893
Autres	126	127 628	(7)		127 621
	127	249 099 980	14 403 680	199 526	263 304 134
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	296 708 615			303 057 090
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	6 787 611	7 172 370
Autres	134		
	135	6 787 611	7 172 370
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	6 787 611	7 172 370

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	601 553	261 672
Autres			
▪	144.1		
	145	601 553	261 672

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée à verser 13 530 515 \$ au cours des cinq prochains exercices, en vertu de différents contrats. Les versements annuels des prochains exercices sont de 7 149 101 \$ en 2026, 3 288 658 \$ en 2027, 2 020 217 \$ en 2028, 748 685 \$ en 2029 et 323 854 \$ en 2030. Ces engagements se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Fin de l'engagement	Montant
Service d'évaluation	2028	2 166 157 \$
Enlèvement des ordures	2028	879 443 \$
Déneigement	2026 à 2028	2 010 408 \$
Entretien ménager	2026 à 2027	159 377 \$
Exploitation du site des neiges	2026	58 925 \$
Exploitation usines eaux	2026	95 903 \$
Location de photocopieurs	2030	198 550 \$
Gestion de l'aéroport	2030	2 071 850 \$
Contrôle animalier	2027	494 976 \$
Agents de sécurité	2026	39 149 \$
Valorisation des boues	2026	161 239 \$
Entretien des espaces verts	2026	8 310 \$
Entretien de génératrices	2026	5 373 \$
Entretien des logiciels	2026	323 793 \$
Entretien des ascenseurs	2027	15 553 \$
Entretien du système de réfrigération des glaces	2028	52 246 \$
Location de refroidisseurs portatifs	2030	728 192 \$
Tonte de gazon	2026	184 232 \$
Fauchage et débroussaillage	2027	54 934 \$
Vérification de l'optimisation des ressources	2026	35 297 \$
Achat de véhicules	2026	59 160 \$
Téléphonie et cellulaires	2026	43 751 \$
Adhésion	2026	36 305 \$
Honoraires professionnels	2026 à 2028	184 072 \$
Aides financières	2026 à 2030	3 463 317 \$
		13 530 515 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Régie intermunicipale du Comté de Beauce-Sud

La Régie s'est engagée à verser une compensation annuelle à une municipalité. L'entente prévoit le versement de 3,91 \$ par tonne métrique de matières résiduelles enfouies à son lieu d'enfouissement l'année précédente. Ce taux sera ajusté annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation. Le montant à verser pour 2026 est de 98 735 \$.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de la Ville, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan

La Ville est membre de la Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme.

20. Droits contractuels

La Ville a conclu un contrat de location de local échéant en 2026, prévoyant la perception de loyers totalisant 37 317 \$ au cours du prochain exercice.

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, la Ville, le Gouvernement du Québec et le Gouvernement du Canada ont signé divers protocoles d'entente dans lesquels les gouvernements s'engagent à verser une somme de 387 110 \$ pour des travaux. La Ville doit également investir 360 662 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers consolidés, une somme de 181 238 \$ a été comptabilisée à titre de revenu.

Dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 9 772 956 \$ à la Ville pour des travaux admissibles. La Ville doit également investir 1 981 061 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 3 468 885 \$ ont été comptabilisés à titre de revenu et un solde de 6 304 071 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

La Ville reçoit annuellement de divers ministères des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 6 503 729 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 761 528 \$ en 2026, 718 252 \$ en 2027, 673 537 \$ en 2028, 627 332 \$ en 2029, 579 384 \$ en 2030 et 3 143 696 \$ en 2031 et plus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

De plus, la Ville reçoit annuellement de divers ministères des subventions pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés pour lesquels elle n'a pas contracté d'emprunt à long terme. Les encaissements prévus en intérêts totalisent 731 834 \$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 87 340 \$ en 2026, 76 332 \$ en 2027, 69 527 \$ en 2028, 63 926 \$ en 2029, 58 230 \$ en 2030 et 376 479 \$ en 2031 et plus.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

	2025	2024
Acquisition d'immobilisations corporelles incluse dans les créditeurs et charges à payer - Fournisseurs	275 412 \$	600 843 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles incluse dans les créditeurs et charges à payer - Dépôts et retenues de garantie	2 114 572 \$	3 156 901 \$
Total	2 389 984 \$	3 757 744 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

24. Redressement aux exercices antérieurs

Au 31 décembre 2024, le montant d'acquisition d'immobilisations corporelles aux flux de trésorerie a été diminué de 420 761 \$ (immobilisations à payer de 2023 d'un montant de 3 336 983 \$ moins les immobilisations à payer de 2024 d'un montant de 3 757 744 \$). La variation des comptes à payer a diminué du même montant.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et du budget adopté par la Régie, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2025	2024
Non en souffrance	38 774 803 \$	42 300 803 \$
En Souffrance :		
moins de 30 jours	20 356	25 649
de 30 à 60 jours	6	2 198
plus de 60 jours	965 917	870 241
sous-total	39 761 082	43 198 891
Moins la provision pour créances douteuses	507 566	500 463
Total	39 253 516 \$	42 698 428 \$

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	500 463 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	7 103 \$
Montants recouvrés	- \$
Solde à la fin	507 566 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Placements de portefeuille

La Ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2025

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	10 156 107 \$	28 817 \$	- \$	- \$	10 184 924 \$
Dettes à long terme	15 949 855 \$	35 218 248 \$	33 935 627 \$	13 495 679 \$	98 599 409 \$
Total	26 105 962 \$	35 247 065 \$	33 935 627 \$	13 495 679 \$	108 784 333 \$

2024

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	11 893 821 \$	103 971 \$	- \$	- \$	11 997 792 \$
Dettes à long terme	15 793 020 \$	24 290 981 \$	19 338 517 \$	10 327 085 \$	69 749 603 \$
Total	27 686 841 \$	24 394 952 \$	19 338 517 \$	10 327 085 \$	81 747 395 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (31 décembre 2024 - 1 %) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

27. Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Un changement dans les principales hypothèses utilisées pourrait avoir une incidence importante sur la détermination des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	50 994 773	49 736 599	50 771 851		50 771 851
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 928 742	3 323 520	3 287 200		3 287 200
Quotes-parts	3					2 395 719
Transferts	4	3 157 402	4 597 762	4 553 390		5 224 568
Services rendus	5	1 956 429	2 969 065	2 947 858		563 565
Imposition de droits	6	2 025 152	1 701 500	3 872 585		
Amendes et pénalités	7	609 404	767 200	912 001		
Revenus de placements de portefeuille	8					94 312
Autres revenus d'intérêts	9	1 573 273	1 550 000	943 380		37 954
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					2 253 794
Autres	11	743 234	832 065	771 313		160 696
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	63 988 409	65 477 711	68 059 578		10 730 608
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16	13 007 400	4 938 791	3 625 671		
Imposition de droits	17		331 500	1 116 315		
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18	3 647 169	7 751 500	2 988 018		
Autres	19	1 911 761	100 000	457 486		(65 098)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	18 566 330	13 121 791	8 187 490		(65 098)
	23	82 554 739	78 599 502	76 247 068		10 665 510
						84 015 517

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus	24	82 554 739	78 599 502	76 247 068		10 665 510	84 015 517
Charges							
Administration générale	25	7 890 300	9 225 894	8 164 343	642 027		8 806 370
Sécurité publique	26	7 344 881	9 354 739	8 591 103	562 699		9 153 802
Transport	27	8 807 743	9 343 506	8 954 928	4 204 584	1 171 109	13 870 094
Hygiène du milieu	28	11 036 594	11 309 110	10 786 222	5 257 028	6 615 624	20 224 167
Santé et bien-être	29	91 603	120 000	113 298			113 298
Aménagement, urbanisme et développement	30	2 363 847	1 974 549	2 328 840	107 069		2 435 909
Loisirs et culture	31	10 596 621	15 157 151	13 432 517	2 189 852		15 622 369
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	2 588 956	3 150 414	2 935 557		145 060	3 080 617
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	12 657 909	12 657 909	12 963 259 (	12 963 259)		
	36	63 378 454	72 293 272	68 270 067		7 931 793	73 306 626
Excédent (déficit) lié aux activités	37	19 176 285	6 306 230	7 977 001		2 733 717	10 708 891

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	19 176 285	6 306 230	7 977 001	2 733 717	10 708 891
Moins : revenus d'investissement	2 (	18 566 330) (	13 121 791) (	8 187 490) (	(65 098)) (	8 122 392)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	609 955	(6 815 561)	(210 489)	2 798 815	2 586 499
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	12 657 909	12 657 909	12 963 259	1 440 421	14 403 680
Produit de cession	5	66 074		20 727	9 927	30 654
(Gain) perte sur cession	6	(66 074)		(20 727)	(9 927)	(30 654)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	12 657 909	12 657 909	12 963 259	1 440 421	14 403 680
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	595 051		438 182		438 182
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	595 051		438 182		438 182
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	297 542		151 000	(13 390)	137 610
Remboursement de la dette à long terme	17 (	10 372 706) (	5 054 719) (	5 129 771) (	399 816) (	5 529 587)
	18	(10 075 164)	(5 054 719)	(4 978 771)	(413 206)	(5 391 977)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	284 151) (	1 147 940) (	865 642) (	1 514 270) (	2 379 912)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 000 000				
Excédent de fonctionnement affecté	21	117 261	75 000	19 408	57 222	76 630
Réserves financières et fonds réservés	22	(199 804)	285 311	(251 449)		(251 449)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(192 619)		(19 231)	813 489	794 258
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	1 440 687	(787 629)	(1 116 914)	(643 559)	(1 760 473)
	26	4 618 483	6 815 561	7 305 756	383 656	7 689 412
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	5 228 438		7 095 267	3 182 471	10 275 911

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	18 566 330	8 187 490	(65 098)	8 122 392
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	3 246 712)(	1 367 244)(	) (	1 367 244)
Sécurité publique	3 (	23 059)(	1 453 690)(	) (	1 453 690)
Transport	4 (	6 932 091)(	8 103 680)(	) (	8 103 680)
Hygiène du milieu	5 (	23 150 757)(	7 764 993)(	1 449 172)(	9 214 165)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	43 422)(	) (	43 422)
Loisirs et culture	8 (	3 513 485)(	569 954)(	) (	569 954)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	36 866 104)(	19 302 983)(	1 449 172)(	20 752 155)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	53 423)(	) (	53 423)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	) (	) (	) (	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	12 034 815	6 102 283		6 102 283
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	284 151	865 642	1 514 270	2 379 912
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	4 063 890	1 461 340		1 461 340
Excédent de fonctionnement affecté	17	906 397	195 264		195 264
Réserves financières et fonds réservés	18	3 662 932	1 999 475		1 999 475
	19	8 917 370	4 521 721	1 514 270	6 035 991
	20	(15 913 919)	(8 732 402)	65 098	(8 667 304)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	2 652 411	(544 912)		(544 912)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	Administration municipale	Administration municipale	2025	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS							
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	15 560 394		23 967 938		1 969 969	25 937 907
Débiteurs (note 5)	2	46 288 009		41 565 928		3 558 997	45 056 516
Prêts (note 6)	3						
Placements de portefeuille (note 7)	4					2 393 724	2 393 724
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5						
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6						
Autres actifs financiers (note 8)	7						
	8	61 848 403		65 533 866		7 922 690	73 388 147
PASSIFS							
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9						
Emprunts temporaires (note 9)	10						
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	11 420 864		9 646 048		607 285	10 184 924
Revenus reportés (note 11)	12	3 358 175		2 700 827		242 908	2 929 843
Dette à long terme (note 12)	13	79 344 989		83 735 666		2 653 515	86 389 181
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	594 300		686 100			686 100
Autres passifs (note 14)	15					4 807 323	4 807 323
	16	94 718 328		96 768 641		8 311 031	104 997 371
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(32 869 925)		(31 234 775)		(388 341)	(31 609 224)
ACTIFS NON FINANCIERS							
Immobilisations corporelles (note 15)	18	289 019 544		295 359 268		7 697 822	303 057 090
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	7 172 370		6 787 611			6 787 611
Stocks de fournitures	20	1 417 791		1 464 796		3 535	1 468 331
Actifs incorporels achetés (note 17)	21						
Autres actifs non financiers (note 18)	22	261 672		601 553			601 553
	23	297 871 377		304 213 228		7 701 357	311 914 585
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	7 405 536		6 726 089		4 244 909	10 984 890
Excédent de fonctionnement affecté	25	5 510 254		8 994 740		251 820	9 246 560
Réserves financières et fonds réservés	26	12 304 622		13 187 588			13 187 588
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	166 600)		272 850)		2 545 608)	2 818 458)
Financement des investissements en cours	28	2 343 500		1 781 817			1 781 817
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	237 604 140		242 561 069		5 027 868	247 588 937
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30					334 027	334 027
	31	265 001 452		272 978 453		7 313 016	280 305 361
Obligations contractuelles (note 19)							
Droits contractuels (note 20)							
Passifs éventuels (note 21)							
Actifs éventuels (note 22)							

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	18 029 116	16 793 069	17 290 255	13 808 058
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	4 097 961	3 788 675	3 873 250	3 422 272
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	28 265 948	26 382 999	31 207 581	29 443 783
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 220 495	1 910 684	2 055 744	1 989 808
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	899 067	994 096	994 096	743 511
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	18 900	30 777	30 777	12 985
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	3 284 862	3 340 692	943 824	863 594
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	1 724 401	1 812 664	1 352 137	1 526 716
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	12 657 909	12 963 259	14 403 680	13 645 758
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1	1 092 113	239 381	956 614	713 577
▪ Créances douteuses	21.2	2 500	13 771	13 771	94 522
▪ Charge de désactualisation	21.3			184 897	138 090
	22	72 293 272	68 270 067	73 306 626	66 402 674

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	10 984 890	8 679 820
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 246 560	5 624 242
Réserves financières et fonds réservés	3	13 187 588	12 304 622
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 818 458)(	1 903 936)
Financement des investissements en cours	5	1 781 817	2 343 500
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	247 588 937	242 214 195
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	334 027	184 323
	8	280 305 361	269 446 766
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 726 089	7 405 536
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	4 258 801	1 274 284
	11	10 984 890	8 679 820
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Surplus St-Georges 1990	12.1	399 856	399 856
▪ Desservis égouts	12.2	1 907	1 907
▪ Fonds environnement	12.3	1 585 374	1 732 347
▪ Fonds aqueduc et égout	12.4	354 294	114 801
▪ Surplus St-Jean	12.5	20 857	20 857
▪ Immobilisations - Usine filtration	12.6	612 572	465 826
▪ Immobilisations à venir	12.7	6 019 880	2 774 660
▪ Budget subséquent	12.8		
	13	8 994 740	5 510 254
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie intermunicipale	14.1	251 820	113 988
	15	251 820	113 988
	16	9 246 560	5 624 242

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪ Règlement 802-2021	18.1	11 956 288	10 804 783
	19	11 956 288	10 804 783
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21.1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25	1 231 300	1 276 339
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27		
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31		223 500
Autres			
▪	32.1		
	33	1 231 300	1 499 839
	34	13 187 588	12 304 622

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(	)
Autres	39 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	)(	)
	41 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	42 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	2 545 608)(	1 737 336)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(	)
Autres			
▪	45.1 (	)(	)
	46 (	2 545 608)(	1 737 336)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	807 816)(	682 334)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	)(	)
Autres			
▪	54.1 (	)(	)
	55 (	807 816)(	682 334)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	56	534 966	515 734
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59		
Autres			
▪	60.1		
	61	534 966	515 734
	62 (	2 818 458)(	1 903 936)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	1 781 817	2 427 178
Investissements à financer	64 (	)(	83 678)
	65	1 781 817	2 343 500
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	303 057 090	296 708 615
Propriétés destinées à la revente	67	6 787 611	7 172 370
Prêts	68		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	118	120
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	309 844 819	303 881 105
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	309 844 819	303 881 105
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74 (	86 389 181)(	82 402 012)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	743 591)(	683 905)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	24 063 057	20 730 656
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	807 816	682 334
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	6 017	6 017
	79 (	62 255 882)(	61 666 910)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	)(	)
	81 (	62 255 882)(	61 666 910)
	82	247 588 937	242 214 195

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Veuillez vous référer au rapport d'évaluation actuarielle du régime de retraite au 31 décembre 2020, daté du 29 octobre 2021. Veuillez vous référer à la section F des pages S11 pour une description générale du régime.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (594 300)	(705 800)
Charge de l'exercice	4 (937 300)(	676 100)
Cotisations versées par l'employeur	5 845 500	787 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (686 100)	(594 300)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 39 179 900	36 153 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (39 179 900)(	36 153 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (686 100)	(594 300)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (686 100)	(594 300)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (686 100)	(594 300)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 614 500	1 279 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 614 500	1 279 700
Cotisations salariales des employés	21 (	810 100)(	710 400)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	804 400	569 300
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	134 200	113 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	938 600	683 100
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	2 246 000	2 021 300
Rendement espéré des actifs	32 (	2 247 300)(	2 028 300)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(1 300)	(7 000)
Charge de l'exercice	34	937 300	676 100
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	2 838 100	3 533 600
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	2 247 300)(	2 028 300)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	590 800	1 505 300
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(633 200)	(1 730 600)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	1 467 000	1 385 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	39 179 900	36 153 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	5 574 900	4 510 800
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	13	13
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	8	8
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	29	30
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,20 %	6,20 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,20 %	6,22 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	12 12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

La Régie a consenti aux employés à temps plein un REER individuel. La contribution de l'employeur est équivalente à celle de l'employé jusqu'à concurrence de 3 % du salaire (limité à 2 139 \$), à l'exception du secrétaire-trésorier, lequel contribue à 3,5 % de son salaire (limité à 2 496 \$).

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	12 105	11 638
Autres régimes	115		
	116	12 105	11 638

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	9	9

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	6 411	6 457
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	21 607	21 761
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	12 511	12 559
	121	34 118	34 320

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2025	Réalisations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	32 983 920	32 983 920	33 964 899
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	2 904 178	2 904 178	3 618 706
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	3 585 900	3 585 900	2 992 144
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10	179 479	179 479	161 073
	11	39 653 477	39 653 477	40 736 822
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 601 128	2 601 128	2 461 747
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	1 635 601	1 635 601	1 205 343
Matières résiduelles	15	4 035 778	4 035 778	3 945 932
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Terrains vagues	17.1	2 153 681	2 153 681	1 901 888
▪ Déneigement	17.2	18 708	18 708	25 091
▪ Boues fosses septiques	17.3	304 547	304 547	350 929
Centres d'urgence 9-1-1	18	215 967	215 967	198 329
Service de la dette	19	152 964	152 964	168 692
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	11 118 374	11 118 374	10 257 951
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	11 118 374	11 118 374	10 257 951
	28	50 771 851	50 771 851	50 994 773

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	148 419	148 419	189 057
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	920 985	920 985	892 229
Cégeps et universités	33	553 632	553 632	528 636
Écoles primaires et secondaires	34	1 664 164	1 664 164	1 318 820
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	3 287 200	3 287 200	2 928 742
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	3 287 200	3 287 200	2 928 742

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51	289 892	289 892	179 614
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	207 917	207 917	162 633
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57		414 894	454 743
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	110 551	110 551	67 324
Traitement des eaux usées	66	144 459	144 459	
Réseaux d'égout	67	196 353	196 353	157 568
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	76		
Autres	77		
Sécurité du revenu	78		
Autres	79		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	80		
Rénovation urbaine	81	30 000	18 750
Promotion et développement économique	82		
Autres	83		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	84	181 970	155 535
Activités culturelles			
Bibliothèques	85	144 529	152 805
Autres	86	20 084	6 750
Réseau d'électricité	87		
	88	1 325 755	1 355 722

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89	3 400	3 400	
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	1 345 349	1 345 349	796 742
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105			
Réseau de distribution de l'eau potable	106	1 138 461	1 138 461	432 930
Traitement des eaux usées	107			10 758 072
Réseaux d'égout	108	1 138 461	1 138 461	432 930
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations		Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2025		2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			586 726
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	3 625 671	3 625 671	13 007 400

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131	674 675	674 675	533 911
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		4 347 320	1 412 913
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	2 552 960	2 552 960	1 722 512
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	3 227 635	7 574 955	3 669 336
TOTAL DES TRANSFERTS	141	8 179 061	12 941 275	18 032 458

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	142	90 020	90 020	174 993
Évaluation	143			
Autres	144	37 945	37 945	40 591
	145	127 965	127 965	215 584
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	258 829	258 829	162 456
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	258 829	258 829	162 456
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155	261 632	261 632	233 610
Autres	156			
	157	261 632	261 632	233 610
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations		Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2025		2025	2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183			
Réseau d'électricité	184			
	185	648 426	648 426	611 650

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations		Réalisations	Réalisations
	SERVICES RENDUS (suite)	2025		2025	2024
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
	Greffe et application de la loi	186			
	Évaluation	187			
	Autres	188	72 514	72 514	102 757
		189	72 514	72 514	102 757
Sécurité publique					
	Police	190			
	Sécurité incendie				
	Premiers répondants	191			
	Autres	192			
	Sécurité civile	193			
	Autres	194			
		195			
Transport					
	Réseau routier				
	Voirie municipale	196	53 360	53 360	47 759
	Enlèvement de la neige	197	46 230	46 230	11 033
	Autres	198			
	Transport collectif				
	Transport en commun				
	Transport régulier	199		171 888	164 745
	Transport adapté	200			
	Transport scolaire	201			
	Autres	202	23 208	23 208	22 495
	Autres	203			
		204	122 798	294 686	246 032
Hygiène du milieu					
	Eau et égout				
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
	Réseau de distribution de l'eau potable	206	161 727	161 727	139 609
	Traitement des eaux usées	207			
	Réseaux d'égout	208			
	Matières résiduelles				
	Déchets domestiques et assimilés	209		122 430	202 783
	Matières recyclables	210		231 408	210 201
	Autres	211			
	Cours d'eau	212			
	Protection de l'environnement	213			
	Autres	214			
		215	161 727	515 565	552 593

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	1 844 430	1 844 430	946 172
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	30 645	30 645	25 956
Autres	228	67 318	67 318	48 998
	229	1 942 393	1 942 393	1 021 126
Réseau d'électricité	230			
	231	2 299 432	2 825 158	1 922 508
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	2 947 858	3 473 584	2 534 158

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	134 268	134 268	120 700
Droits de mutation immobilière	234	3 738 317	3 738 317	1 904 452
Droits sur les carrières et sablières	235	1 116 315	1 116 315	
Autres	236			
	237	4 988 900	4 988 900	2 025 152
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	912 001	912 001	609 404
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239		94 312	50 748
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	943 380	981 334	1 629 312
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	20 727	30 654	66 074
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	522 477	522 477	373 260
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	3 015 751	3 015 751	3 706 030
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248		2 253 794	
Autres	249		370	378
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	657 862	743 163	2 215 195
	252	4 216 817	6 566 209	6 360 937
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 169 994		1 169 994	1 169 994	867 659
Greffé et application de la loi	2	1 611 187		1 611 187	1 611 187	1 285 940
Gestion financière et administrative	3	1 488 868		1 488 868	1 488 868	1 477 764
Évaluation	4	555 058		555 058	555 058	872 184
Gestion du personnel	5	735 295		735 295	735 295	747 077
Autres						
▪ Autres	6.1	2 603 941	642 027	3 245 968	3 245 968	3 193 149
	7	8 164 343	642 027	8 806 370	8 806 370	8 443 773
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	5 071 456		5 071 456	5 071 456	4 886 329
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	2 856 548	547 665	3 404 213	3 404 213	2 360 330
Sécurité civile	11	23 384		23 384	23 384	28 037
Autres	12	639 715	15 034	654 749	654 749	637 678
	13	8 591 103	562 699	9 153 802	9 153 802	7 912 374
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 749 532	4 204 584	5 954 116	5 954 116	5 826 146
Enlèvement de la neige	15	3 610 323		3 610 323	3 610 323	3 404 050
Éclairage des rues	16	228 949		228 949	228 949	265 432
Circulation et stationnement	17	358 554		358 554	358 554	352 272
Transport collectif						
Transport en commun	18	570 073		570 073	1 280 655	1 292 530
Transport aérien	19	412 768		412 768	412 768	379 138
Transport par eau	20					
Autres	21	2 024 729		2 024 729	2 024 729	1 919 296
	22	8 954 928	4 204 584	13 159 512	13 870 094	13 438 864

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 655 690	1 206 045	2 861 735	2 748 815	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 164 402	848 178	2 012 580	1 956 753	
Traitement des eaux usées	25	1 394 879	1 016 063	2 410 942	2 191 917	
Réseaux d'égout	26	668 378	486 863	1 155 241	1 029 645	
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 172 366		1 134 527	1 065 450	
Élimination	28	2 396 868		6 615 624	5 547 594	
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	2 333 639	1 699 879	4 033 518	4 013 387	
	40	10 786 222	5 257 028	20 224 167	18 553 561	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	113 298		113 298	91 603	
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	113 298		113 298	91 603	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	919 334	107 069	1 026 403	1 026 403	953 485
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48	60 000		60 000	60 000	60 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	80 797		80 797	80 797	76 771
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52	1 268 709		1 268 709	1 268 709	1 367 041
	53	2 328 840	107 069	2 435 909	2 435 909	2 457 297

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	251 430		251 430	251 430	504 004
Patinoires intérieures et extérieures	55	2 172 478	812 865	2 985 343	2 985 343	1 903 303
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 145 346		1 145 346	1 145 346	643 390
Parcs et terrains de jeux	57	3 319 845	1 242 170	4 562 015	4 562 015	3 833 031
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	114 260		114 260	114 260	170 441
Autres	60	2 434 799		2 434 799	2 434 799	2 245 895
	61	9 438 158	2 055 035	11 493 193	11 493 193	9 300 064
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	518 280		518 280	518 280	423 913
Bibliothèques	63	1 518 616	134 817	1 653 433	1 653 433	1 396 767
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	1 957 463		1 957 463	1 957 463	1 638 154
	67	3 994 359	134 817	4 129 176	4 129 176	3 458 834
	68	13 432 517	2 189 852	15 622 369	15 622 369	12 758 898

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	2 685 792		2 685 792	2 825 363	2 517 389
Autres frais	71	218 988		218 988	224 477	215 930
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72	(1 300)		(1 300)	(1 300)	(7 000)
Autres	73	32 077		32 077	32 077	19 985
	74	2 935 557		2 935 557	3 080 617	2 746 304
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	12 963 259 (	12 963 259)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 154 931	3 154 931	2 759 721
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	970 636	970 636	16 067 931
Conduites d'égout	4	3 396 157	3 396 157	2 970 282
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 431 867	7 431 867	6 095 418
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	131 159	131 159	37 324
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	203 774	203 774	318 316
Autres infrastructures	11	328 552	1 396 321	1 261 899
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 062 435	1 136 192	2 891 922
Édifices communautaires et récréatifs	14	8 990	8 990	914 625
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			5 412
Autres	17	1 726 117	1 831 082	1 476 577
Ameublement et équipement de bureau	18	372 685	372 685	449 280
Machinerie, outillage et équipement divers	19	515 680	718 361	1 556 277
Terrains	20			42 039
Autres	21			
	22	19 302 983	20 752 155	36 847 023

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	788 733	788 733	689 930
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	970 636	970 636	16 067 931
Conduites d'égout	4	849 039	849 039	742 570
Autres infrastructures	5	2 521 452	3 589 221	3 141 393
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	2 366 198	2 366 198	2 069 791
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	2 547 118	2 547 118	2 227 712
Autres infrastructures	10	5 573 900	5 573 900	4 571 564
Autres immobilisations corporelles	11	3 685 907	4 067 310	7 336 132
	12	19 302 983	20 752 155	36 847 023

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 276 339	16 771	61 810	1 231 300
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	30 002 915	39 249	2 631 346	27 410 818
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	31 076 007	6 197 263	2 845 673	34 427 597
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	62 355 261	6 253 283	5 538 829	63 069 715
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	20 730 656	4 576 528	1 244 127	24 063 057
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	20 730 656	4 576 528	1 244 127	24 063 057
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	20 730 656	4 576 528	1 244 127	24 063 057
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	20 730 656	4 576 528	1 244 127	24 063 057
	19	83 085 917	10 829 811	6 782 956	87 132 772
Dette en cours de refinancement	20 (	)			(
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	83 085 917	10 829 811	6 782 956	87 132 772

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dettes à long terme	1	84 462 700	80 006 781
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2		83 678
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dettes en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 231 300	1 276 339
Débiteurs	8	24 063 057	20 730 656
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	1 781 817	2 427 178
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	57 386 526	55 656 286
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
	13	2 670 072	3 079 136
Endettement net à long terme	14	60 056 598	58 735 422
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	60 056 598	58 735 422
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	60 056 598	58 735 422
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1	43 263	43 263	41 557	
Évaluation	2	379 761	379 761	335 239	
Autres	3	134 710	134 710	93 728	
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	3 089	3 089	3 148	
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	2 396 868			
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16	113 298	113 298	91 603	
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	100 776	100 776	79 822	
Rénovation urbaine	19	220	220	1 787	
Promotion et développement économique	20	87 011	87 011	139 684	
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	25 711	25 711	21 039	
Activités culturelles	23	55 985	55 985	55 987	
Réseau d'électricité	24				
	25	3 340 692	943 824	863 594	

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	19 302 983	36 866 104
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	19 302 983	36 866 104

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	50,00	35,00	90 184,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	5,00	27,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	57,00	35,00	101 476,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	108,00	40,00	221 893,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	59,00	8,00	31 245,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	275,00		444 825,00	*****	*****	*****
Élus	9	9,00			381 960	46 200	428 160
	10	284,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	110 551	345 788	792 673		1 249 012
Traitement des eaux usées	4	144 459				144 459
Réseaux d'égout	5	196 353	345 788	792 673		1 334 814
Autres	6	3 957 941	540 564	808 185	144 086	5 450 776
	7	4 409 304	1 232 140	2 393 531	144 086	8 179 061

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	40 769	45 210
Autres	3	54 777	58 294
	4	95 546	103 504
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	161 996	166 458
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	161 996	166 458
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	733 220	696 136
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	733 220	696 136
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	420 506	347 004
Réseau de distribution de l'eau potable	18	295 730	247 016
Traitement des eaux usées	19	354 266	276 702
Réseaux d'égout	20	169 752	129 980
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26	592 688	506 641
	27	1 832 942	1 507 343
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	103 553	108 223
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	8 300	7 292
Autres	40		
	41	111 853	115 515
Réseau d'électricité			
	42		
	43	2 935 557	2 588 956

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
 (en dollars)

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Claude Morin	1.1	Maire	128 787	17 250	11 439	
Manon Bougie	1.2	Maire	34 920	11 880	2 416	
Jean Perron	1.3	Conseiller	38 254	8 372		
Tom Redmond	1.4	Conseiller	21 628	10 814		
Jean-Pierre Fortier	1.5	Conseiller	21 628	10 814		
Olivier Duval	1.6	Conseiller	21 628	10 814		
Renaud Fortier	1.7	Conseiller	25 485	8 954		
Serge Thomassin	1.8	Conseiller	25 546	8 983		
Esther Fortin	1.9	Conseiller	21 628	10 814		
Jérôme Gendreau	1.10	Conseiller	4 884	2 442		
Denis Veilleux	1.11	Conseiller	4 477	2 238		
Philippe Breton	1.12	Conseiller	3 721	1 861		
Brigitte Busque	1.13	Conseiller	3 663	1 831		
	2		356 249	107 067	13 855	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 _____ \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

3 467 991 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	45	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

47 ☒ ☐
 48 _____ 45 804 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

49 ☒ ☐
 50 _____ 881 623 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

51 ☐ ☒
 52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67 ☒ ☐
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 323 570 \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72 ☒ ☐
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025
- 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
- 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

89 _____

- b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution

92 19-11629

- b) Date d'adoption de la résolution

93 2019-10-28

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ 3 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ 3 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ 2 |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ 1 |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | _____ 1 726 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | _____ 475 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | _____ |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | ☐ ☒ |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☐☒

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Karine Veilleux

Adresse courriel du directeur général

10 karine.veilleux@saint-georges.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-04-24 10:04

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	63 988 409	65 477 711	68 059 578	10 730 608	75 893 125
Investissement	2	18 566 330	13 121 791	8 187 490	(65 098)	8 122 392
	3	82 554 739	78 599 502	76 247 068	10 665 510	84 015 517
Charges	4	63 378 454	72 293 272	68 270 067	7 931 793	73 306 626
Excédent (déficit) lié aux activités	5	19 176 285	6 306 230	7 977 001	2 733 717	10 708 891
Moins : revenus d'investissement	6 (	18 566 330)(	13 121 791)(	8 187 490)(	(65 098))(	8 122 392)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	609 955	(6 815 561)	(210 489)	2 798 815	2 586 499
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	12 657 909	12 657 909	12 963 259	1 440 421	14 403 680
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	297 542		151 000	(13 390)	137 610
Remboursement de la dette à long terme	10 (	10 372 706)(	5 054 719)(	5 129 771)(	399 816)(	5 529 587)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	284 151)(	1 147 940)(	865 642)(	1 514 270)(	2 379 912)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 724 838	360 311	(251 272)	870 711	619 439
Autres éléments de conciliation	13	595 051		438 182		438 182
	14	4 618 483	6 815 561	7 305 756	383 656	7 689 412
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	5 228 438		7 095 267	3 182 471	10 275 911

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025	2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	15 560 394	23 967 938	25 937 907
Débiteurs	2	46 288 009	41 565 928	45 056 516
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			2 393 724
Autres	5			
	6	61 848 403	65 533 866	73 388 147
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			
Créditeurs et charges à payer	9	11 420 864	9 646 048	10 184 924
Revenus reportés	10	3 358 175	2 700 827	2 929 843
Dette à long terme	11	79 344 989	83 735 666	86 389 181
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	594 300	686 100	686 100
Autres	13			4 807 323
	14	94 718 328	96 768 641	104 997 371
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(32 869 925)	(31 234 775)	(31 609 224)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	289 019 544	295 359 268	303 057 090
Autres	17	8 851 833	8 853 960	8 857 495
	18	297 871 377	304 213 228	311 914 585
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	7 405 536	6 726 089	10 984 890
Excédent de fonctionnement affecté	20	5 510 254	8 994 740	9 246 560
Réserves financières et fonds réservés	21	12 304 622	13 187 588	13 187 588
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	166 600)(	272 850)(	2 818 458)(
Financement des investissements en cours	23	2 343 500	1 781 817	1 781 817
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	237 604 140	242 561 069	247 588 937
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			334 027
	26	265 001 452	272 978 453	280 305 361

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Surplus St-Georges 1990	1.1	399 856	399 856
▪ Desservis égouts	1.2	1 907	1 907
▪ Fonds environnement	1.3	1 585 374	1 732 347
▪ Fonds aqueduc et égout	1.4	354 294	114 801
▪ Surplus St-Jean	1.5	20 857	20 857
▪ Immobilisations - Usine filtration	1.6	612 572	465 826
▪ Immobilisations à venir	1.7	6 019 880	2 774 660
▪ Budget subséquent	1.8		
	2	8 994 740	5 510 254
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	251 820	113 988
	4	9 246 560	5 624 242
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪ Règlement 802-2021	6.1	11 956 288	10 804 783
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8		
Organismes contrôlés et partenariats	9		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	1 231 300	1 276 339
Organismes contrôlés et partenariats	11		
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14		223 500
Autres			
▪	15.1		
	16	13 187 588	12 304 622
	17	22 434 148	17 928 864

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	57 386 526	55 656 286
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	60 056 598	58 735 422

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 231 300	1 276 339
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	34 427 597	31 076 007
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	27 410 818	30 002 915
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	24 063 057	20 730 656
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	87 132 772	83 085 917

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	50 994 773	49 736 599	50 771 851	50 771 851
Compensations tenant lieu de taxes	13	2 928 742	3 323 520	3 287 200	3 287 200
Quotes-parts	14				(1 149)
Transferts	15	3 157 402	4 597 762	4 553 390	9 315 604
Services rendus	16	1 956 429	2 969 065	2 947 858	3 473 584
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 634 556	2 468 700	4 784 586	4 878 898
Autres	18	2 316 507	2 382 065	1 714 693	4 167 137
	19	63 988 409	65 477 711	68 059 578	75 893 125
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	13 007 400	4 938 791	3 625 671	3 625 671
Autres	23	5 558 930	8 183 000	4 561 819	4 496 721
	24	18 566 330	13 121 791	8 187 490	8 122 392
	25	82 554 739	78 599 502	76 247 068	84 015 517

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	8 164 343	642 027	8 806 370	8 806 370	8 443 773
Sécurité publique						
Police	2	5 071 456		5 071 456	5 071 456	4 886 329
Sécurité incendie	3	2 856 548	547 665	3 404 213	3 404 213	2 360 330
Autres	4	663 099	15 034	678 133	678 133	665 715
Transport						
Réseau routier	5	5 947 358	4 204 584	10 151 942	10 151 942	9 847 900
Transport collectif	6	982 841		982 841	1 693 423	1 671 668
Autres	7	2 024 729		2 024 729	2 024 729	1 919 296
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	4 883 349	3 557 149	8 440 498	8 440 498	7 927 130
Matières résiduelles	9	3 569 234		3 569 234	7 750 151	6 613 044
Autres	10	2 333 639	1 699 879	4 033 518	4 033 518	4 013 387
Santé et bien-être	11	113 298		113 298	113 298	91 603
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	919 334	107 069	1 026 403	1 026 403	953 485
Promotion et développement économique	13	80 797		80 797	80 797	76 771
Autres	14	1 328 709		1 328 709	1 328 709	1 427 041
Loisirs et culture	15	13 432 517	2 189 852	15 622 369	15 622 369	12 758 898
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	2 935 557		2 935 557	3 080 617	2 746 304
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	55 306 808	12 963 259	68 270 067	73 306 626	66 402 674
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	12 963 259 (	12 963 259)			
	21	68 270 067		68 270 067	73 306 626	66 402 674

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	18 566 330	8 187 490	(65 098)	8 122 392
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	36 866 104)(	19 302 983)(	1 449 172)(	20 752 155)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	53 423)(	)(	53 423)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	12 034 815	6 102 283		6 102 283
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	284 151	865 642	1 514 270	2 379 912
Excédent accumulé	6	8 633 219	3 656 079		3 656 079
	7	(15 913 919)	(8 732 402)	65 098	(8 667 304)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	2 652 411	(544 912)		(544 912)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14